

BLOQUER

LES PRIX



AUGMENTER LES SALAIRES

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ

ZOOM

Stop pesticides,
une urgence!

Page 3

INTERNATIONAL

Palestine : un mois de mobilisation
pour désarmer Israël

Page 4

ARGUMENTS

PISA : la fabrique de
l'école du tri social

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Inès
Souchette de Survie

Page 8

Édito

Bardella antisémite : qui aurait pu prédire ?

Par MANON BOLTANSKY

Une enquête de Mediapart rapporte des propos de l'actuel président du RN, au début de sa carrière politique, qui témoignent d'un antisémitisme obsessionnel et d'un complotisme forcené, qui place les Juifs en grands ordonnateurs d'un prétendu « grand remplacement » de la France blanche par les populations racisées. Sale affaire pour Bardella, qui s'évertue à vendre son profil tout lisse de gendre idéal. Qui aurait pu prédire qu'un parti cofondé par d'anciens SS, dont la figure tutélaire est celle d'un vieil antisémite ayant torturé des Algériens pendant la guerre, choisirait de mettre à sa tête un président écrivant que « Les banques sont toutes détenues par des Juifs » et qu'« ils veulent un Nouvel Ordre Mondial dominé par Israël » ? Qui aurait pu prédire que celui qui déclarait en 2023 ne pas croire que Jean-Marie Le Pen était antisémite, est la même personne qui expliquait en privé que « le Juif doit dominer les autres peuples, les écraser et les voler, un sioniste est forcément juif, et en profondeur » et parlait de « la mainmise de la communauté juive-sioniste sur le pays » ? On peut constater que l'islamophobie décomplexée du RN n'émeut pas dans la même mesure, tant cette forme de racisme est banalisée. Mais ces révélations permettent de rappeler au moins trois choses : que le racisme est un système dont les différentes formes (l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie, la rromophobie...) se nourrissent et se renforcent ; que l'extrême droite reste un danger mortel pour les Juives et Juifs ; que la stratégie de dédiabolisation du FN/RN sur l'antisémitisme n'est qu'une entreprise de dissimulation. L'urgence est à la construction d'un front antifasciste large. Contre la fascisation, contre l'extrême droite et toutes les formes de racisme, organisons la solidarité et la riposte, dans les urnes, mais aussi, sans attendre, par nos luttes. Soyons nombreuses et nombreux contre le congrès du RN le 24 octobre à Orléans pour lui rappeler que ses membres nous trouveront toujours sur leur chemin.

Bien dit

Vous armez le pays et désarmez notre avenir

Une lycéenne de Sarcelles brandit cette pancarte lors de la mobilisation contre les conditions d'études indignes et le manque de moyens dans les établissements. À la colère de la jeunesse, le pouvoir n'a répondu que par des violences policières nombreuses et extrêmement brutales.

À la Une

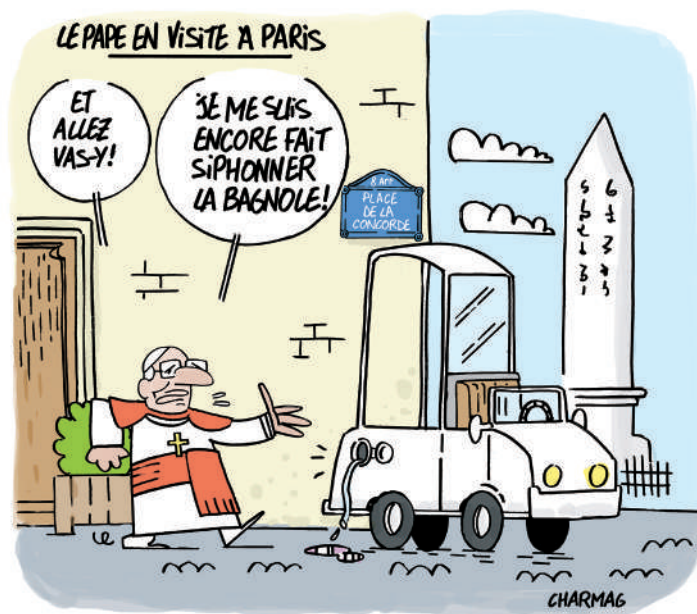
Bloquer les prix, augmenter les salaires, combattre l'austérité !

Le prix de l'essence explose, ceux de l'alimentation continuent d'augmenter, tandis que les remboursements de soins diminuent et que les services publics se dégradent. Guerre, inflation et austérité ont une même conséquence : faire payer la crise du capitalisme aux classes populaires. Mais les mobilisations du 29 septembre et la révolte lycéenne montrent que la colère peut converger.

La flambée des carburants est notamment la conséquence de la guerre impérialiste déclenchée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, qui a bouleversé l'approvisionnement mondial en pétrole. Les classes populaires paient ainsi deux fois la guerre : par la hausse des prix et par l'explosion des dépenses militaires.

Arnaque Total

Chaque augmentation du pétrole se répercute sur les transports, les produits agricoles, l'alimentation et les biens manufacturés. La sécheresse historique de cet été menace également de renchérir encore les fruits et les légumes dans les prochains mois. Pendant ce temps, TotalEnergies et les autres groupes pétroliers profitent de la crise. Total spéculé sur les prix et a dégagé plus de 5 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2026, soit 50 % de plus qu'un an auparavant. Son plafonnement des prix à la pompe n'est qu'une opération de communication : quand le pétrole augmente, ses profits progressent sur toute la chaîne, de l'extraction à la distribution. Il faut bloquer les prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits de première nécessité, sous le contrôle des salariéEs et de la population. Mais aussi développer massivement les transports collectifs gratuits, le fret ferroviaire et les circuits courts, exproprier Total et placer le sec-



teur énergétique sous contrôle public pour organiser la sortie des énergies fossiles.

Un budget de guerre et d'austérité

Le détail du budget sera dévoilé après le bouclage de ce journal, mais son orientation est déjà connue. Le gouvernement veut réaliser 54 milliards d'euros d'« économies » en gelant pour la quatrième année consécutive le point d'indice des fonctionnaires, en réduisant les dépenses des ministères et des collectivités, en attaquant les arrêts maladie et les retraites et en envisageant le gel des APL. Dans le même temps, le budget des armées doit augmenter de

6,4 milliards d'euros et la surtaxe imposée aux grandes entreprises serait réduite.

Il ne s'agit donc pas d'un manque d'argent, mais d'un choix conscient, d'une politique de classe au service des plus riches. Les aides publiques aux entreprises représentent au moins 211 milliards d'euros par an. Au seul deuxième trimestre 2026, les entreprises françaises cotées ont versé 61 milliards d'euros de dividendes, un record européen. Pour préserver le pouvoir d'achat, il faut augmenter immédiatement les salaires, les pensions et les minima sociaux de 300 euros net et les indexer automatiquement sur les prix. Il faut mettre fin aux exonérations de

cotisations patronales, prendre sur les profits et les dividendes et imposer fortement les grandes fortunes.

Les colères commencent à converger

Le 29 septembre, fonctionnaires, pompiers, enseignantEs, étudiantEs, lycéenNEs et salariéEs du privé de différents secteurs ont manifesté contre les bas salaires, l'austérité et la destruction des services publics. Dans plus de 330 lycées, la jeunesse s'est mobilisée contre la paupérisation de l'Éducation nationale, particulièrement visible dans les quartiers populaires avec des classes surchargées, des postes non pourvus, des bâtiments délabrés, sans compter la pression de Parcoursup. Le gouvernement lui a répondu par les arrestations, les gardes à vue, les coups et les tirs de grenades lacrymogènes. À Saint-Ouen-l'Aumône, un policier a tiré au visage d'un lycéen à quelques mètres de distance. Cette répression particulièrement brutale contre la jeunesse des quartiers populaires vise à empêcher la colère de s'étendre. Des appels à se mobiliser contre la vie chère et la hausse des carburants circulent maintenant pour le 17 octobre. Personne ne peut encore prévoir leur ampleur. Mais cette date peut devenir une nouvelle étape si les salariéEs, les syndicats, la jeunesse et les collectifs de lutte s'en emparent, discutent de leurs revendications et organisent la mobilisation à la base.

Face au gouvernement, aux patrons et aux profiteurs de guerre, faisons converger toutes nos colères : nos vies valent plus que leurs profits !

Yaël Lekatz

Acturama



29 septembre : les colères convergent

AgentEs publics, pompierEs, enseignantEs, étudiantEs et lycéenNEs, mais aussi salariéEs du privé de différentes branches ont fait converger leurs colères contre l'austérité, la vie chère, les bas salaires et la dégradation des services publics. Avec 300 000 manifestantEs dans plus de 170 rassemblements et plus de 330 lycées perturbés, ce 29 septembre marque un profond ras-le-bol et appelle à des suites.

ÉCOLOGIE Stop pesticides, une urgence!

Les pesticides tuent. Le 3 octobre prochain, des rassemblements et actions contre les pesticides auront lieu sur plusieurs continents. En France, nous convergerons à Saint-Pierre-la-Garenne, dans l'Eure, pour bloquer le site de Syngenta.

Nous participerons à une manifestation et à une fête paysanne, organisées par Cancer Colère, la Confédération paysanne, le CSVPO (Collectif de solidarité avec les victimes des pesticides de l'Ouest) et les Soulèvements de la Terre, et soutenues par des organisations syndicales, paysannes, décoloniales, écologistes et culturelles. Cette large convergence, emmenée par les victimes et les malades ainsi que par les paysanNEs venuEs avec leurs tracteurs, exigera la fin de la production des pesticides mortels. Malgré les menaces et les intimidations de la préfecture, nous serons présentEs massivement.

Un gouvernement au service de l'agrochimie

Faut-il encore expliquer pourquoi l'utilisation des pesticides doit être stoppée? Visiblement, oui. Le gouvernement Macron, avec Annie Genevard à l'Agriculture, épaulé par la droite sénatoriale emmenée par Duplomb, la FNSEA et la Coordination rurale, poursuit sur sa lancée, ignorant les plus de 2 millions de signatures contre la loi Duplomb, snobant l'opposition massive à sa politique du pire pour le vivant. Dernier épisode en date: la loi d'urgence agricole, adoptée en juillet, avec son lot de calamités, dont la réintroduction de deux insecticides néonicotinoïdes interdits en France.



Syngenta, empoisonneur sans frontières

Syngenta commercialise certains des pesticides les plus dangereux au monde (paraquat, thiaméthoxame, chlorothalonil, atrazine). Plusieurs sont interdits en Europe en raison de leur grande toxicité pour la santé, mais sont exportés dans des pays du Sud, notamment au Brésil, en Inde ou au Kenya. Nous voulons mettre fin à cette économie d'exportation des poisons, véritable racisme environnemental. L'agrochimie sert aussi la guerre:

l'agent Orange, herbicide produit par Monsanto et Dow, a ravagé le Vietnam; aujourd'hui, l'armée israélienne épand des herbicides pour détruire les terres agricoles de Gaza. Les poisons de l'agro-industrie sont aussi des armes de l'impérialisme.

Le cancer, une question politique

La progression des cancers, y compris chez les plus jeunes, inquiète et mobilise la communauté scientifique au point que de nombreux médecins exigent

l'arrêt de l'emploi des pesticides. Lymphome et myélome, mais aussi la maladie de Parkinson, sont reconnus comme maladies professionnelles liées aux pesticides. Des études suggèrent également un lien entre épandages et cancers pédiatriques. Les coupables ne sont ni les paysanNEs ni les salariéEs de l'industrie chimique, qui, avec les salariéEs agricoles, en sont les premières victimes. De nombreuses communes voient leur eau déclarée non conforme à cause des pesticides. L'ensemble de la population est aussi touché par la pollution des sols, de l'eau, de l'air et des aliments. La question posée est bien celle de la rupture avec l'agrochimie, inséparable de l'agriculture industrielle. Il faut imposer la réorientation des subventions englouties dans les entreprises de l'agro-industrie vers les pratiques agroécologiques respectueuses de notre santé, des sols et de la biodiversité, ainsi que l'accompagnement des agriculteurEs dans cette transformation. Nos exigences sont fortes, notre colère aussi!

«Pesticides, Syngenta, ni ici ni ailleurs!»

Nous serons des milliers, le 3 octobre, à travers le monde, à constituer des cortèges festifs et revendicatifs, «pour rallier les luttes paysannes, écologistes, décoloniales et pour la santé des travailleurEs de la terre et des victimes du colonialisme chimique», comme le proclame l'appel des organisateurEs de l'évènement. **Commission nationale écologie**

No comment

C'est forcément au détriment de la démocratie sociale, et ça fait porter sur elle une ombre suspecte

PATRICK MARTIN, le numéro 1 du Medef, a dénoncé en ces termes, le 24 septembre, la CGT et la CFDT... parce qu'elles combattent le RN! Une preuve de plus que toute une partie de la bourgeoisie souhaite ou s'accommode bien volontiers d'une victoire de l'extrême droite. Fascisme et grand capital, ça vous dit quelque chose?

Agenda

Jeudi 1^{er} octobre, Meeting de la campagne contre l'armement d'Israël «Pas d'armes, pas de génocide», Paris (75). À 18h30, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Vendredi 2 octobre, Soirée-débat pour les trente ans de VISA, Paris (75). À partir de 17h À la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Vendredi 2 octobre, Manifestation contre le fascisme et le racisme dans le 10^e, Paris (75). À 18h devant le bar L'atmosphère, angle quai de Valmy et rue Lucien-Sampaix.

Vendredi 2 octobre, Projection-débat Guerre en Ukraine, les militantes dans l'armée, Montreuil (93). À 19h30, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

Samedi 3 octobre, mobilisation «Stop pesticides», Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12h: fête paysanne et manifestation.

Samedi 3 octobre, Marche des Fiertés 2026, Paris (75). À 12h30, place d'Italie.

Samedi 3 octobre, Marche pour la fermeture des abattoirs, Paris (75). À 14h, République.

Jeudi 8 octobre, Réunion publique du NPA-A «Comment lutter contre l'extrême droite?», Melun (77). À 19h, Espace Saint-Jean.

Samedi 10 octobre, Manifestation contre la construction d'un CRA, Notre-Dame-Des-Landes (44). À 12h à La Paquelais, sur la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes.

Jeudi 15 octobre, Rencontre de la Brèche avec Gilbert Achcar, Montreuil (93). À 19h, Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

17-18 octobre, Mobilisation contre le projet de data center de Google, Ozans/Châteauroux (36). Infos: <https://www.instagram.com/ozansdirenon/>

Samedi 24 octobre, mobilisation nationale contre le congrès du RN, Orléans (45).

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org

ÉCOLOGIE Des tensions inédites sur l'eau

Les luttes pour l'eau se multiplient. Alors qu'une sécheresse sans précédent frappe la France et menace l'accès à l'eau, le gouvernement distribue des miettes aux agriculteurEs tout en multipliant les projets industriels qui accaparent cette ressource.

Les différentes vagues de canicule depuis le printemps et les températures exceptionnelles pour le mois de septembre ont entraîné une sécheresse jamais vue en France. Des villes comme Ajaccio, Nice ou Paris ont connu un écart de plus d'un mois entre deux pluies de plus de 1 mm. De nombreux cours d'eau sont à sec en Bretagne, dans les Pyrénées et en Bourgogne, régions que l'on pensait protégées de la sécheresse. La Garonne et la Loire sont en situation de crise. Le résultat est, entre autres, que l'approvisionnement en eau potable est en tension pour 1,1 million de personnes. 93 départements sont concernés et 74 sont en situation de crise: cela entraîne des coupures d'eau, des restrictions d'arrosage des potagers individuels qui permettent aux plus précaires de se nourrir, et une pollution générée par l'acheminement d'eau en citerne ou la distribution d'eau en bouteilles.

Des «miettes» pour les agriculteurEs

Dans une France à + 4 °C, trajectoire sur laquelle nous sommes engagés, l'assèchement des sols s'intensifiera partout. Malgré un plan d'urgence présenté à grand bruit, que la Confédération paysanne qualifie de «miettes», le gouvernement ne compte pas



aider de façon conséquente les agriculteurEs ayant souffert de la canicule et des incendies: le feu n'est pas considéré comme un aléa climatique! En dehors des assurances individuelles, qui sont subventionnées par la PAC à travers une enveloppe n'indemnisant qu'au prorata de la production, la majorité d'entre elles et eux ne pourra compter que sur les aides débloquentes par l'État, qui arrivent en général plusieurs mois après les dommages subis. On peut craindre dès cet automne des faillites parmi les exploitations les plus petites et une explosion des prix de la viande issue d'élevages en plein air (les éleveurs ayant dû acheminer du fourrage dès le mois de juillet pour compenser le manque d'herbe), mais également des fruits (certaines récoltes ayant été impossibles à exploiter, comme celles de pommes), des légumes et des céréales.

Le choix du gaspillage

Pourtant, alors qu'il faudrait décréter un état d'urgence de l'eau, avec des mesures drastiques contre le gaspillage, nous voyons s'accélérer la construction de data centers — il y en a déjà plus de 300 actuellement — avec le projet macronien «Choose France», qui prévoit la construction de plus de 400 data centers d'ici quatre ans, ainsi que des chantiers autoroutiers titanesques sur des zones humides et protégées et des coupes rases dans des secteurs forestiers faisant partie de parcs régionaux. La mobilisation peut paraître insuffisante au regard des drames: les manifestations du 26 septembre ont réuni 130 000 participantEs dans 227 villes. Cependant, des collectifs s'organisent contre ces différents projets dans tout le pays.

Partout, des luttes pour l'eau

Au niveau international, selon l'Organisation météorologique mondiale, 36% de la superficie des bassins versants a enregistré en 2025 des débits inférieurs à la normale. Les luttes contre la surconsommation de l'eau par les géants de l'industrie du numérique et du BTP, contre les prélèvements massifs dans les rivières et les nappes phréatiques et les rejets d'eau chaude des data centers, et contre l'abattage par les grosses entreprises du bois des forêts qui entretiennent le cycle de l'eau, que ce soit en France, au Chili, en Espagne, en Inde, au Brésil ou aux États-Unis, sont en train de se multiplier. Ces luttes pour l'eau, et donc pour notre survie, remettent également en question le choix de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Commission nationale écologie

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion:
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
1225-C-93922

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
1800 exemplaires

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE DU SUD

La merveilleuse défaite de Shell

La victoire juridique contre la major pétrolière Shell est d'autant plus remarquable que les attendus du jugement confortent les arguments des défenseurs de l'environnement.

Par les temps qui courent, on ne va pas boudier notre plaisir ni notre satisfaction à relater une victoire dans la longue lutte qui a opposé Shell et sa filiale sud-africaine Impact Africa à la communauté Mpondo, vivant sur la Wild Coast, en Afrique du Sud, soutenue par des ONG, notamment Greenpeace.

Les populations ignorées par Shell...

En 2014, le gouvernement sud-africain donne l'autorisation à Shell de procéder à l'exploration sismique de la Wild Coast, qui longe l'océan Indien. Le but est de découvrir des gisements de pétrole et de gaz. Le système employé consiste à émettre des ondes acoustiques au moyen d'une succession d'explosions provoquées par des canons à air comprimé tractés par un navire. De nombreux spécialistes considèrent que cette méthode est préjudiciable à l'écosystème, d'autant que la Wild Coast abrite de nombreuses espèces endémiques. La multinationale pétrolière a estimé s'être acquittée de ses obligations légales de consultation des populations locales directement concernées par le projet en insérant, dans trois journaux régionaux — deux de langue anglaise et un de langue afrikaans —, un communiqué de presse annonçant les recherches sismiques. Sauf que les habitantEs de la communauté Mpondo vivant sur la côte ne reçoivent pas ces journaux et que, comme plus de 70 % de la population, iels ne parlent pas anglais : leur langue est le xhosa.

... mais entendues par la justice

Après un périple juridique de plus de dix ans, la plus haute instance judiciaire du pays, la Cour constitutionnelle, a purement et simplement annulé les droits d'exploration concédés à la société Shell. Le juge Jody Kollapen, représentant la majorité de la Cour, a repris les principaux arguments avancés par les activistes opposés à une économie extractiviste. Sur la question de la consultation des populations, la Cour estime qu'il ne s'agit pas d'une simple entorse procédurale, mais d'une violation d'un droit fondamental garanti par la Constitution, qui impose de prendre en compte les intérêts des communautés, y compris leurs droits culturels et spirituels. Pour cette communauté, l'océan est le siège des esprits des ancêtres et, à ce titre, il joue un rôle primordial pour les sangomas, les guérisseurs traditionnels. Dans son argumentaire, le juge Kollapen se réfère à l'article 24 de la Constitution, qui institue un droit à un environnement sain ainsi qu'une obligation de protection pour les générations futures, rompant avec le pillage systématique des ressources naturelles du pays au temps de l'apartheid. Accompagnée d'une mobilisation populaire qui s'est étendue à l'ensemble du pays, cette victoire de la justice climatique, par la qualité de son argumentation, peut constituer, sinon une jurisprudence, du moins un point d'appui pour des procès climatiques dans d'autres pays, car, comme le soulignait un activiste sud-africain : « Si nous continuons à considérer la planète comme une réserve marchandisable, nous n'avons pas d'avenir. »

Paul Martial

À lire sur le site



États-Unis. Des manifestantEs dénoncent les responsables de massacres de masse invités à l'ONU, par Dan La Botz

PALESTINE

Un mois de mobilisation pour désarmer Israël

En octobre, les actions devraient se multiplier pour soutenir la Palestine, autour de l'axe « désarmer Israël ». Elles sont préparées par un cadre unitaire très large, qui inclut les organisations syndicales.

Cela fait plusieurs mois qu'Urgence Palestine (UP) travaille à la construction de cet arc de forces assez exceptionnel.

D'un côté, l'AFPS, BDS et Stop Arming Israel (SAI) se sont regroupés avec UP pour préparer une mobilisation dénonçant toutes les formes de collaboration existant en France avec l'État génocidaire. Plusieurs dossiers ont en effet été constitués pour recenser les usines qui produisent des composants servant à fabriquer des armes, les convois passant par les ports ou les aéroports français, et les coopérations commerciales ou culturelles.

De l'autre, UP a engagé des discussions avec Solidaires, la CGT et la FSU, en s'appuyant sur l'appel européen des dockers, signé notamment par la Fédération nationale des ports et docks CGT et par le syndicat basque LAB. L'objectif est de mettre en mouvement les structures syndicales de base, en prenant pour exemple les actions des dockers ou les heures de grève menées à STMicroelectronics.

Ces deux pôles étant mobilisés, la plupart des organisations politiques ont signé l'appel.

À petits pas vers la grève de masse

En ligne de mire, il y a l'exemple de la grève massive qui a eu lieu en Italie à l'automne dernier. De façon plus réaliste, l'objectif de cette campagne est de faire connaître largement les collaborations entre les entreprises et Israël, et de faire en sorte que les équipes syndicales et les organisations de lutte pour la Palestine apprennent à se connaître et agissent ensemble.

Le mois de mobilisation s'ouvre le 1^{er} octobre par un meeting à la Bourse du travail de République. Y participeront UP, l'AFPS, BDS et SAI, Solidaires, la CGT, Alice Pelletier pour la CGT STMicroelectronics, Eliana Como de la CGIL italienne, les Écologistes, Mathilde

TOUTJOURS PAS D'ARRÊSTATION DE NETANYAHOU



Panot pour LFI, Elsa Faucillon pour le PCF et Olivier Besancenot pour le NPA-A. Cette large tribune doit lancer une dynamique militante, dont la deuxième étape est la journée européenne de manifestations pour la Palestine le 10 octobre, appelée notamment par un texte de PalestinienNES d'Europe.

Multiplier les actions par en bas

À partir de là, il nous reviendra à toutes de multiplier les initiatives à la base : diffusions de tracts, lâchers de banderoles, réunions d'information, blocages de cargaisons, occupations. On ne doit rien s'interdire. Les organisations sont donc appelées à se rencontrer et à programmer des actions, plus ou moins massives et radicales selon les possibilités, puis à les faire connaître par des photos et des vidéos sur les réseaux sociaux. Une carte interactive et des dossiers

sont mis à disposition pour savoir où agir efficacement. Deux réunions de préparation en visioconférence ont déjà eu lieu.

L'objectif est d'avoir réussi, à la fin du mois, des dizaines d'actions, en gagnant en confiance au fil des semaines. Le 30 octobre aura lieu la journée d'action des dockers, avec des grèves. Le 31, une nouvelle manifestation clôturera le mois.

Ces mobilisations à la fois unitaires et offensives doivent contribuer à rompre l'isolement du mouvement pour la Palestine, à organiser le monde du travail sur cette question et à ouvrir de nouvelles perspectives susceptibles de faire tache d'huile à l'échelle internationale.

Antoine Larrache

Informations et dossiers : linktr.ee/campagne_armement

Pour faire connaître vos actions : campagne-contre-armement@proton.me

ESPAGNE Droit au logement pour toustes !

L'expulsion brutale de Maricarmen Abascal, 87 ans, de son logement madrilène a déclenché une vague de manifestations dans toute l'Espagne.

Le 22 septembre, après sept ans de bataille juridique et plusieurs jours de manifestations et de lutte dans les rues de Madrid, la justice et la police sont parvenues à leurs fins. Devant les caméras de télévision et tout un pays scandalisé, Maricarmen Abascal, 87 ans, a été expulsée de chez elle sur une civière. Ce qui n'aurait pu être que l'expression d'une tragique banalité supplémentaire — il y a 50 expulsions locatives par jour en Espagne, près de 30 000 par an — s'est transformé en mouvement de masse pour tout un pan de la jeunesse espagnole.

Un marché livré aux fonds vautours

Le contexte : historiquement pays de propriétaires, avec 80 % de la population possédant son propre logement en 2007, pour seulement 5 % de HLM (contre près de 20 % en France), l'Espagne a vu se développer un marché locatif dans le but de remettre dans le circuit économique les centaines de milliers de logements laissés vacants à la suite de la crise des subprimes. Sans surprise dans une société capitaliste débridée, cela a aiguisé les appétits de fonds d'investissement prédateurs (dits « fonds vautours »), rachetant sans vergogne les immeubles, pratiquant la vente à la découpe et contribuant à la hausse des prix et à la gentrification. Les prix des loyers dans les métropoles espagnoles

approchent aujourd'hui le niveau de ceux des villes françaises, pour des salaires bien inférieurs. Conjuguée au boom des locations touristiques, cette situation produit un résultat désastreux : 60 % des 18-35 ans habitent encore chez leurs parents, dans l'impossibilité totale de se loger.

Maricarmen expulsée sur une civière

Maricarmen vivait dans son appartement familial depuis 1956, avec un loyer protégé de 500 euros. Il y a sept ans, Urbagection, un de ces fonds rapaces, a racheté son immeuble et a exigé d'elle un loyer de 2650 euros pour ne pas l'expulser, alors qu'elle en gagne 1300. Pour remporter la procédure, le fonds n'a pas hésité à exploiter un vice de forme hérité du franquisme : les femmes ne pouvant alors louer — et encore moins acheter — de logements, Maricarmen et sa famille ont hérité tacitement du bail paternel jusqu'à nos jours. Cette situation a été utilisée contre elle par la justice.

Dans la rue contre la spéculation et la répression

L'expulsion, ainsi que la violence policière sans limite déployée contre les soutiens de Maricarmen, ont fait tache d'huile. Dès mercredi soir, des dizaines de milliers de manifestantEs, dans 60 villes, ont pris les rues d'Espagne, faisant de nouveau face aux matraques, aux gaz et aux LBD de la police nationale du gouvernement « le plus progressiste d'Europe », celui du PSOE-Sumar de Pedro Sánchez. Après le déploiement de son racisme à Ceuta et à l'approche des élections générales, ce gouvernement tombe de plus

en plus le masque, révélant la mystification : c'est un gouvernement néolibéral, bourgeois, raciste et aplati devant les puissances financières. Cela n'a pas échappé aux manifestantEs, qui s'en prennent directement au pouvoir central, ainsi qu'au Parti populaire, dont la cheffe madrilène, la très mafieuse Isabel Díaz Ayuso, a cherché à acheter, en centre-ville, un appartement d'une valeur de 6 millions d'euros, payé sur fonds publics — sinon, ce serait moins drôle.

Ce week-end, de nouvelles manifestations ont eu lieu à travers tout le pays, dont une immense à Madrid, faisant converger le mouvement des places et les enseignantEs de la région, en grève illimitée à partir du 14 octobre.

Ce mardi 29 septembre, une première victoire a été arrachée : à l'issue de négociations entre son propriétaire et le Sindicato de Inquilinos — qui organise les locataires et mène la mobilisation actuelle —, Maricarmen a pu réintégrer son logement, avec un loyer gelé. En revanche, les principales revendications du mouvement — des contrats de location à durée indéterminée, l'interdiction définitive des fonds vautours et le gel des loyers — ont été diluées par le PSOE dans deux projets de décrets bidons, qui doivent être soumis au Parlement cette semaine. Face à l'incapacité du gouvernement à répondre à l'urgence, le campement de la Puerta del Sol appelle à amplifier la mobilisation.

Y. S.





ÉDUCATION NATIONALE

PISA: LA FABRIQUE DE L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL

«Déclin», «faillite»... Tous les trois ans, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) évalue les élèves de 15 ans à l'échelle mondiale. L'annonce des résultats PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) déclenche inmanquablement un boucan médiatique sur la «baisse du niveau». Cet affolement sciemment entretenu masque les coupes dans le budget de l'éducation et le tri social qui s'y opère. Surtout, il offre un boulevard aux surenchères les plus réactionnaires de la droite et de l'extrême droite: uniforme, autoritarisme et tri précoce des élèves. Mais si l'école craque, ce n'est pas la faute des élèves ni des enseignantEs, mais d'une politique délibérée de casse des moyens et de ségrégation sociale opérée par nos gouvernements depuis plus de quarante ans. Décryptage d'un outil politique. Un dossier réalisé par la commission Éducation nationale

L'OCDE, le capital humain et la mesure managériale

L'organisme qui pilote les enquêtes PISA n'a rien d'une institution pédagogique: l'OCDE est un forum économique libéral conçu pour promouvoir le libre-échange. En dictant sa propre mesure de la réussite scolaire, elle applique aux élèves la grille de lecture de la théorie du «capital humain». L'école y est pensée non pas comme un lieu d'émancipation critique, mais comme une chaîne de production ajustée aux exigences de la rentabilité patronale. Les compétences évaluées par PISA visent d'abord à façonner des travailleurEs adaptables et immédiatement exploitables sur un marché du travail mondialisé. Cette standardisation internationale met en concurrence la main-d'œuvre dès le plus jeune âge, réduisant les savoirs à une simple utilité économique. Surtout, l'ingénierie de l'OCDE sert d'instrument pour importer le management au sein de



l'Éducation nationale. Le pilotage par les résultats contraint les administrations à gérer les

services publics comme des entreprises privées: obsession des indicateurs chiffrés, mise en

concurrence des établissements et évaluation permanente des personnels.

En imposant ses standards, l'OCDE court-circuite tout débat démocratique sur ce que doit être l'école. Pire, la fixation sur ces indicateurs nourrit un juteux marché privé: cabinets de conseil, ingénierie de la formation et multinationales de l'édition éducative s'engouffrent dans la brèche pour vendre aux ministères leurs solutions clés en main pour «remonter au classement». La pédagogie est confisquée aux enseignantEs au profit de technocrates et de marchands d'éducation.

Cette gestion managériale culpabilise les personnels, fragilise les statuts et installe une culture du chiffre destructrice du sens du métier. En érigeant la performance managériale en dogme, PISA ne cherche pas à transformer l'école pour le bien des élèves, mais à soumettre l'instruction publique aux exigences strictes du capitalisme.

Dans l'angle mort de PISA

À chaque publication des résultats PISA, le rouleau compresseur médiatique s'emballa autour du même diagnostic biaisé. Pour expliquer la baisse des résultats, les médias et le gouvernement désignent trois coupables idéaux: la démission supposée des parents, l'omniprésence des écrans et le prétendu «pédagogisme» des enseignantEs. En focalisant les débats sur ces paniques morales et ces attaques contre le corps professoral, le pouvoir détourne sciemment l'attention des causes réelles.

L'agitation autour de l'«épidémie d'écrans» sert de paravent idéal. Si l'exposition passive aux outils numériques pose de vraies questions sociétales, son instrumentalisation permet de transformer un problème collectif d'accès au savoir en une responsabilité purement individuelle et familiale. Surtout, cette panique morale évite soigneusement d'interroger la marchandisation du secteur éducatif promue par ce même gouvernement, qui préfère équiper les classes en tablettes plutôt que d'y mettre des enseignantEs forméEs et remplacéEs.

Ce que le traitement dominant passe sous silence, c'est pourtant que le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE. L'origine sociale y détermine les parcours scolaires avec une violence systémique. L'école ne corrige pas les inégalités de classe, elle les reproduit et les accentue.

Mettre en cause les méthodes pédagogiques ou la responsabilité des familles permet d'évincer la question centrale du sous-investissement chronique (classes surchargées, dégradation des conditions de travail, crise du recrutement) tout en justifiant une offensive idéologique. C'est au nom de ce constat falsifié que l'on impose le «retour aux fondamentaux» et le rétablissement de l'autorité verticale.

Cette rhétorique réactionnaire sert de caution à la casse du service public. En faisant porter la faute sur la pédagogie ou les choix individuels, l'État masque sa volonté de liquider l'école au profit d'un tri social délibéré: une éducation de qualité préservée pour les classes dominantes et un apprentissage au rabais, réduit au strict minimum, pour les enfants des classes populaires.

Une autre école est possible

Face à la casse méthodique du service public de l'éducation, aux réformes de tri social et à la logique du managérialisme ambiant, la résignation n'a pas sa place. Une autre école est non seulement possible, mais urgente. Elle ne naîtra ni des cabinets de conseil ni des ministères au service des marchés, mais des luttes des personnels, des parents et des élèves. Pour briser la reproduction des inégalités, nous affirmons que l'éducation doit être arrachée aux logiques patronales de compétition et de rentabilité. Une école véritablement égalitaire exige des moyens à la hauteur: une réduction drastique du nombre d'élèves par classe, la titularisation immédiate de tous les personnels précaires (notamment les AESH et les AED), l'embauche de nouveaux personnels, la gratuité totale de la scolarité, la rénovation des

bâtis, le recul de la militarisation de la jeunesse et l'abrogation des outils de sélection comme Parcoursup. Elle s'accompagne aussi de la fin des financements des établissements privés et de l'abolition des lois racistes telles que la loi de 2004 sur le port du voile.

Mais l'alternative est aussi pédagogique. Contre l'apprentissage utilitariste destiné à former de futurs exécutantEs dociles, nous revendiquons une pédagogie coopérative, critique et polytechnique. L'école doit être un lieu où l'on développe la solidarité plutôt que la compétition, où la culture et le savoir sont partagés sans hiérarchie, où l'élève est au centre de ses apprentissages. Une école où l'on apprend pour comprendre le monde et acquérir les moyens de le transformer, pas pour alimenter la machine à profits.

Ce que PISA dit vraiment sur l'école

Loin de la propagande ministérielle sur le «niveau qui baisse», les données de l'enquête PISA révèlent les vraies failles du système éducatif français:

Un champion des inégalités: la France détient l'un des écarts de résultats les plus marqués entre les 25% d'élèves les plus riches et les 25% les plus pauvres. L'origine sociale y détermine le destin scolaire plus qu'ailleurs.

Le sous-investissement du primaire: la dépense publique par élève dans le premier degré reste nettement inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE.

Une ségrégation financée par l'État: la scolarisation dans l'enseignement privé augmente directement avec l'indice de position sociale des familles. Sous perfusion de fonds publics, le privé organise la fuite des classes aisées et entretient le tri social sous le regard bienveillant de l'État.



JUSTICE Violences sexistes et sexuelles : non aux procédures-bâillons !

Votre excellent journal, *l'Anticapitaliste*, était assigné en justice les 21 et 22 septembre derniers pour « diffamation » devant la 17^e chambre du tribunal judiciaire de Paris.

En septembre 2022, nous avons dénoncé la réintégration de Benjamin Amar à la direction de la CGT à la suite du « *classement sans suite* » d'une plainte déposée par une militante de la CGT pour « viol, torture et acte de barbarie ». Dans l'article, nous rappelions que « *la justice bourgeoise protège la plupart des violeurs* ». Nous citions également la juriste Catherine Le Magueresse qui démontrait, chiffres à l'appui, que « *99 % des violeurs peuvent tabler sur leur impunité* ».

Bannir les comportements sexistes

À travers le cas Amar, nous pointions avant tout les limites de la démarche de la CGT, qui faisait reposer sa position sur une décision de justice. La réintégration d'Amar avait scandalisé, y compris au sein de la CGT, et nous n'étions pas seuls à la dénoncer.

Depuis, la CGT a d'ailleurs fait évoluer ses procédures de gestion des VSS en son sein. Lors du dernier congrès confédéral de mai 2026, le « *cadre commun contre les VSS dans la CGT* » a été intégré aux statuts afin de « *bannir les comportements sexistes* ».

Faire taire celles et ceux qui dénoncent

Au lieu de reconnaître les faits et de prendre en compte la souffrance des victimes, Amar essaye de faire taire celles et ceux qui ont dénoncé ces comportements inacceptables au sein du mouvement ouvrier.

En février 2025, ce sont l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail) et un membre de la CGT qui étaient au tribunal pour « *atteinte à la vie privée* », pour avoir communiqué sur les faits imputés à Benjamin Amar afin de mettre fin à l'impunité dont il semblait bénéficier à la suite de sa réintégration dans la CGT. Après la validation inacceptable de la plainte en première instance, l'audience en appel aura lieu le 30 octobre à Paris.

La peur doit changer de camp !

La semaine dernière, c'étaient donc une responsable d'Île-de-France de la CGT, le journal *Libération* et le journal *l'Anticapitaliste* qui étaient traînés devant le tribunal pour « *diffamation* ». Amar multiplie les procédures-bâillons pour tenter de se faire passer pour une victime. Lors de ces deux jours de débats devant le tribunal, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a été extrêmement claire dans son soutien aux personnes mises en cause. Elle a dénoncé sans ambiguïté les comportements d'Amar, qui n'a pas sa place à la CGT ! Elle a redit que « *la peur doit changer de camp* ».

Tous les témoins cités par la CGT et *l'Anticapitaliste* ont été très clairs, réaffirmant notre positionnement dans le sillage du mouvement #MeToo : « *Femmes, on vous croit.* » Notre avocate a d'ailleurs rappelé que notre journal ne prétend pas à la « *neutralité* », mais est bien un journal engagé, militant, dans le sillage de *Rouge* ou des journaux de la Révolution française et qui, à ce titre, prend position pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles, toujours trop nombreuses dans notre société et, malheureusement, aussi dans nos organisations.

Une procureure virulente

À noter que, lors de ses réquisitions, la procureure a été particulièrement virulente contre *l'Anticapitaliste*, demandant sa condamnation pour diffamation. La relaxe a été demandée pour la CGT (car il n'a pas été prouvé que le courrier incriminé était public) et pour *Libération* (qui avait publié une tribune signée d'un collectif féministe en la contextualisant).

Le jugement a été mis en délibéré au 17 novembre 2026. Mais cette tentative ne nous fera pas taire. Nous serons toujours aux côtés des victimes de violences sexistes et sexuelles, violences que nous continuerons à dénoncer haut et fort !

CorrespondantEs

Vendredi 25 septembre, la cour d'assises de Paris a rendu son verdict dans le procès des meurtriers de Federico Martín Aramburú. Loïk Le Priol est condamné à 26 ans de réclusion criminelle pour meurtre, Romain Bouvier à 19 ans pour tentative de meurtre. Lyson Rochemir est condamnée à trois ans de prison dont trente mois avec sursis, et Anthony Sorrentino à trois ans dont une partie avec sursis, pour dissimulation de preuves.

Rappel des faits

Le 19 mars 2022, la nuit où il trouve la mort, Federico Martín Aramburú, ancien rugbyman professionnel argentin passé par le Top 14 et la sélection nationale, termine sa soirée au Mabillon avec son ami Shaun Hegarty, lui aussi ancien rugbyman et son associé dans une agence. Dans ce bar fréquenté par le milieu du rugby comme par des militants d'extrême droite, ils prennent un dernier verre près de Romain Bouvier et Loïk Le Priol, deux militants du GUD, accompagnés de Lyson Rochemir, la petite amie de Le Priol.

Les deux groupes échangent, mais des remarques désobligeantes de Le Priol et Bouvier envers un client font réagir les deux rugbymen. Le Priol menace Hegarty. Au moment de partir, Aramburú, excédé, fait tomber Le Priol, déclenchant une bagarre vite interrompue par la sécurité. Les deux amis quittent les lieux et s'arrêtent dans un hôtel demander de la glace.

Pendant ce temps, selon le vider du Mabillon entendu au procès, Le Priol, fou de rage, enfle un brassard de police, sort son arme et répète qu'il va le tuer. Rochemir prend le volant d'une Jeep et part à sa recherche avec Bouvier, tandis que Le Priol le poursuit

ANTIFASCISME Procès du meurtre de Federico Martín Aramburú

Quatre ans et demi après la mort de Federico Martín Aramburú, abattu à Paris par deux militants d'extrême droite, la cour d'assises a rendu son verdict. Retour sur un meurtre politique.



à pied. Bouvier tire le premier : quatre coups de feu, dont deux atteignent la victime. Le Priol les rejoint et tire six fois ; quatre balles touchent Aramburú, dont plusieurs dans le dos, et le tuent. Federico meurt aux côtés de son ami Shaun Hegarty.

Retour sur le parcours des accusés

Loïk Le Priol, né en 1994, et Romain Bouvier, en 1991, grandissent dans des familles liées à l'extrême droite. Le premier sert plusieurs années dans l'armée avant d'en être radié. Ils se rencontrent au GUD, alors que Bouvier étudie le droit à Assas, et y militent ensemble. Connus des services de police, ils participent notamment, en 2015,

avec d'autres militants du GUD, au passage à tabac d'Édouard Klein, ancien président de cette organisation fasciste. Après cette affaire, ils ont l'interdiction de se fréquenter et de porter des armes ; Le Priol ne peut en outre se rendre à Paris. Ces mesures sont toujours en vigueur le 19 mars 2022.

Les perquisitions révèlent de nombreuses armes « de collection » et, chez Bouvier, une figurine d'Hitler faisant le salut nazi et un exemplaire de *Mein Kampf*. Le code PIN du téléphone de Le Priol, 1488, est une référence suprémaciste blanche : 14 désigne les « *quatorze mots* », slogan du suprémaciste américain David Lane, et 88 « *Heil Hitler* ». Tous deux ont longtemps fréquenté des figures du Front national, dont

Julien Rochedy, ancien président du Front national de la jeunesse, ainsi que l'entourage de Marine Le Pen.

Le danger de l'extrême droite

Les accusés plaident la légitime défense, Le Priol invoquant aussi un trouble de stress post-traumatique. Mais les débats montrent qu'il s'agit bien d'une traque engagée après la bagarre. L'avocat général requiert d'ailleurs la qualification d'assassinat, estimant que cette « *chasse à l'homme* » caractérise la préméditation. La cour retient toutefois le meurtre.

Ce meurtre est une énième démonstration du danger que représente l'extrême droite. La haine et la brutalité de Le Priol et de Bouvier sont cohérentes avec leur projet politique, dont la violence est le cœur. Comme l'a souligné Cecilia Aramburú, la mère de la victime, à la sortie du procès : « *Pour que ce soit un procès exemplaire, il faut examiner comment il a été possible qu'un duo funeste, avec tant d'alertes et de restrictions, puisse se déplacer avec tant d'impunité. (...) Il me semble intéressant que la France examine cette question. Et puis, au-delà de tout ça, je pense qu'il faut briser le silence qui a régné (...). Ce sont des personnes d'extrême droite très dangereuses, avec des liens qui n'ont pas été mentionnés, mais qui, je l'espère, le seront, feront l'objet d'une enquête.* »

Marius Lacarrière

IPARRALDE Quand la France s'en prend à la mémoire du Pays basque nord

À Itsasu, le préfet exige l'effacement d'une fresque rendant hommage au militant abertzale Txomin Olhagaray et saisit la justice pour apologie du terrorisme. Une nouvelle attaque contre la mémoire, la langue et les droits du peuple basque.

Le 23 août dernier, au Pays basque nord, la mairie d'Itsasu inaugurerait une fresque rendant hommage à Txomin Olhagaray. Habitant bien connu de la commune, Txomin était un berger et militant abertzale (militant pour l'autodétermination du peuple basque). Il s'active dans le syndicat agricole basque et finit par s'engager dans la lutte politique en rejoignant le groupe Iparretarrak.

Au sein de ce groupe armé, Txomin participe à des actions de propagande qui cherchent à mettre en lumière la lutte du peuple basque. C'est en participant à l'une de ces actions, le 26 mars 1980, qu'il perd la vie à seulement 22 ans. Il trouve la mort aux côtés de son camarade Ramuntxo Arruiz, alors qu'ils placent sous la voiture de la femme du sous-préfet une bombe destinée à faire exploser une partie de la sous-préfecture. C'est pour rendre hommage à l'engagement de ce jeune berger, occupé à défendre l'avenir de la terre basque, que la mairie d'Itsasu a validé la peinture de la fresque.

Une fresque dans le viseur du préfet

C'était sans compter sur le nouveau préfet des Pyrénées-Atlantiques, Simon Fetet, qui, dès sa prise de fonction le 25 août, ordonne à la mairie d'effacer cette fresque. Récusant le devoir de mémoire évoqué par la municipalité, le préfet estime que la fresque constitue une « *commémoration d'un projet d'attentat* ». L'association Gooxoan, qui est à l'origine de la fresque, organise une manifestation le 29 août. Plus de 400 personnes s'y rassemblent pour dénoncer cette décision politique d'effacer la fresque et la position d'un préfet bien trop puissant, qui ne comprend rien au lieu où il exerce. En ordonnant la disparition de cette fresque, le préfet réécrit l'histoire et cherche une fois de plus à intimider le peuple basque en lui montrant qu'il a le pouvoir de décider.

Nouvelle offensive contre la langue basque

Cette décision s'inscrit dans la continuité des propos du sous-préfet de Bayonne, Mathieu Duhamel, qui déplorait « *trop de basque, pas assez de français* » au Pays basque. Cette phrase visait notamment les panneaux de signalisation de certaines villes qui avaient décidé de nommer des ronds-points ou des rues en euskara (langue basque). Il s'en était également pris aux villes de Baiona, Sara et Senpere, qui ont toutes trois adopté des délibérations officialisant la langue basque à côté du français.



Une logique coloniale persistante

L'attitude des hauts fonctionnaires français au Pays basque nord est insoutenable. Le mépris pour l'histoire, la culture et la langue basques, ainsi que la violence que le pouvoir central impose aux personnes dénonçant ces faits, relèvent d'une dynamique coloniale. La France opprime le peuple basque en marginalisant sa culture et en lui imposant une économie tournée vers le tourisme, qui détruit les sols et précarise les personnes vivant au Pays basque.

Le peuple basque a renoncé à la lutte armée et a accepté la voie politique légale, comme la France le demandait pour faire avancer le projet politique de reconnaissance du Pays basque. Pourtant, rien de sérieux n'a été entrepris de la part de l'État oppresseur, et son acharnement violent montre que la politique coloniale n'est pas près de s'arrêter. La seule réponse à l'oppression exercée par la France sur le Pays basque est l'autodétermination. Gora Euskal Herria askatuta ! — Vive le Pays basque libre !

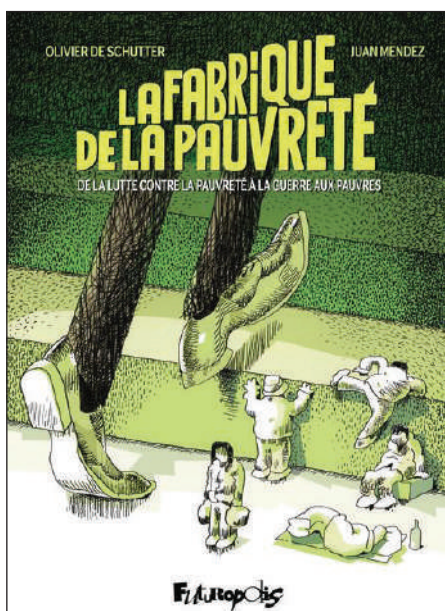
Branka

Culture

BD-ESSAI **La fabrique de la pauvreté, d'Olivier de Schutter et Juan Mendez**

Futuropolis, 2026, 104 pages, 20 euros.

C'est un essai ! Un essai sous forme de bande dessinée, qui a vocation à contribuer à la lutte contre la pauvreté — et non contre les pauvres. Les auteurs dénoncent la banalisation de la pauvreté et ses effets, et montrent comment la guerre aux pauvres a été largement renforcée sous la macronie. Ils argumentent surtout ! Sans jamais pontifier.



La guerre aux pauvres

Comment est-on passé en quarante ans de la lutte contre la pauvreté à la guerre aux pauvres (c'est le sous-titre du livre) ? Pour répondre à cette question, ils mettent en scène trois personnages : Germain, 50 ans, ouvrier sans emploi, en rupture familiale et tombé dans la grande précarité ; Kevin, un jeune qui n'a pas fait d'études et qui fait du surplace, et Melissa, jeune candidate politique, qui propose des transformations sociales pour que la pauvreté ne soit pas un destin.

Les trajectoires de nos amis en France sont comparées à celles observées dans d'autres pays du monde, ce qui permet de mesurer la progression de la pauvreté dans un pays riche. Cela permet de mesurer aussi l'augmentation des inégalités depuis trente ans dans le monde, dont la conséquence est que les très pauvres sont de plus en plus pauvres, et les riches de plus en plus riches et de moins en moins nombreux. En quelques cases, la théorie du ruissellement, que Macron avait faite sienne, est démontée... froidement, scientifiquement.

De la vie quotidienne à la macroéconomie

Les mécanismes économiques mondiaux sont analysés à partir des parcours des trois personnages. C'est facile à lire, concret et bourré de chiffres mis en dessin de façon explicite et claire par Juan Mendez. On sait tout sur les statistiques, l'indice de Gini, les théories économiques, les divers fonctionnements de la protection sociale en Europe et ailleurs. Alors, si vous voulez faire un cadeau à un tonton facho ou à un neveu un peu naïf sur le monde capitaliste, offrez-lui ce livre ! Nous sommes tous en campagne contre le capitalisme et ceux qui veulent le sauver... en faisant la guerre aux pauvres et aux personnes racisées ! Le livre apporte d'autres réponses, et c'est salutaire !

Fabienne Dolet

Ce livre, court et facile à lire, propose dès son introduction, « Une autre perspective pour la Palestine », d'expliquer la violence subie par les PalestinienNEs.

Il s'agit d'écarter les fausses pistes : l'approche intemporelle des « haines religieuses immémoriales », le cadrage « humanitaire », incapable d'expliquer l'aspect systémique de cette violence, ou encore « l'invocation légaliste des droits », qui masque la profonde inégalité entre le statut d'Israël et celui de la Palestine.

Résolument marxiste et anti-coloniale, l'analyse place la question matérielle au centre. Israël est une colonie de peuplement qui, en tant que telle, cherche à supprimer le peuple autochtone palestinien. Pour cela, Israël a besoin d'une classe ouvrière composée de colons « intéressée à la survie du capitalisme colonial » et donc entretenue dans un racisme profond à l'égard des PalestinienNEs.

Le capitalisme fossile et l'empire au Moyen-Orient

Israël constitue une base pour la défense des intérêts américains dans une région cruciale pour l'approvisionnement en pétrole. Les États-Unis financent donc généreusement l'État sioniste, sans interruption depuis l'après-Seconde Guerre mondiale. Il est primordial pour eux d'œuvrer à l'intégration d'Israël au Moyen-Orient et de renforcer

ESSAI **La Palestine au cœur du capitalisme mondial, d'Adam Hanieh, Robert Knox et Rafeef Ziadah**

Traduit de l'anglais par Nicolas Vieillescazes, Éditions Amsterdam, 2026, 160 pages, 13 euros

les liens avec les monarchies du Golfe, la Jordanie et l'Égypte pour assurer le maintien de leur hégémonie.

La politique palestinienne et les accords d'Oslo

La Nakba a contribué à la fragmentation de la population palestinienne et a créé des formations sociales distinctes et diversement liées au capitalisme israélien et au reste de la région. La destruction de l'agriculture palestinienne a conduit les marchés palestiniens à être de plus en plus intégrés dans l'économie israélienne. Parallèlement, l'État sioniste instaure de plus en plus d'obstacles au développement de marchés palestiniens et innove sans cesse pour contrôler les flux de travailleurEs qui constituent une « armée de réserve jetable ». Les accords d'Oslo de 1993 voient la naissance de l'Autorité palestinienne, largement dénigrée par les PalestinienNEs tant elle collabore avec l'occupant israélien. Ils entraînent, dès 1994, une subordination économique accrue des PalestinienNEs. La classe capitaliste palestinienne



s'est installée hors de Palestine en 1948, au Liban et en Jordanie, puis dans les monarchies du Golfe. Une partie est revenue après Oslo, constituant l'une des principales bases sociales de l'Autorité palestinienne.

La racialisation de la Palestine

Le racisme nécessaire à l'entreprise coloniale a recours à une disqualification systématique de la résistance palestinienne,

la taxant de « terroriste » et invoquant la menace continue que constitueraient les PalestinienNEs. La violence racialisée de l'État sioniste est légitimée, exportée et soutenue par les États occidentaux, qui s'appuient sur les mêmes critères pour exercer la répression vis-à-vis des soutiens à la Palestine.

Contre la normalisation et l'effacement

Il faut dénoncer la normalisation voulue, entre autres, par les accords d'Abraham et la politique de l'effacement qui fait disparaître le combat pour le retour des réfugiéEs, facilite l'« assimilation » dans les pays voisins, quitte à reconnaître un pseudo-État palestinien que le colonisateur ne mettra jamais en place, tant il n'œuvre, par sa nature même, qu'à la dépossession des PalestinienNEs.

« La Palestine est l'affaire de tous » : il est donc nécessaire d'organiser une solidarité antiraciste et anticapitaliste mondiale, concluent les auteursEs.

Aurélié

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES

Quel anticapitalisme sur une planète qui brûle ?

Le 21 septembre, le Centre d'études marxistes abordait cette question d'actualité, après un été de canicules, de sécheresses et de mégafeux, avec Alexis Cukier, philosophe, enseignant-chercheur, militant syndical, écologiste et internationaliste, et Christine Poupin, militante révolutionnaire écosocialiste, dirigeante de la Quatrième Internationale.



NPA-A

Redéfinir les besoins, réorienter le travail

Les catastrophes obligent toute stratégie anticapitaliste à penser dès maintenant des adaptations des logements, des conditions de travail, des productions agricoles et industrielles et des déplacements pour répondre aux besoins de la population, car chaque dixième de degré supplémentaire augmente les inégalités pour des centaines de millions de personnes sur la planète. Mais il est indispensable que ces réponses soient en harmonie avec notre projet écosocialiste à long terme et s'appuient sur l'auto-organisation et l'action collective contre les projets capitalistes toujours plus énergivores et productivistes. Il s'agit donc de travailler, à partir d'en bas, à redéfinir les besoins en tenant compte de la situation, à réorienter le travail productif et reproductif et à définir par en bas une planification écosocialiste.

Une stratégie écosyndicaliste d'alliance

Si le cataclysme ne peut être évité qu'en actionnant le frein d'urgence pour stopper le

capitalisme irrémédiablement productiviste, bien des pratiques actuelles transforment nos conditions de vie et de combat. Une stratégie écosyndicaliste d'alliance entre collectifs syndicaux, habitantEs et écologistes permet de redéfinir conjointement les besoins sociaux et le travail productif et reproductif. C'est ce que font les salariéEs de l'Office national des forêts, qui construisent un projet reposant sur d'autres usages de la forêt, ou ceux de l'entreprise GKN en Italie, qui ont mis en place une reconversion écologique de la production.

Cependant, les questions se posent différemment dans les secteurs du soin, où les exigences des salariéEs de bien faire leur travail convergent avec celles des usagerEs, ou dans les activités écocides, qui doivent cesser, mais dont les travailleurEs, qui en sont les premières victimes, doivent être protégéEs du chantage à l'emploi par des droits sociaux et démocratiques renforcés. La construction des « convergences entre luttes du travail et luttes de la communauté » est au cœur de la stratégie écosocialiste.

Patrick Le Moal

★ la-breche.com

► la librairie La Brèche
7, rue Taine, Paris 12^e

ENTRETIEN « La culture est un instrument perpétuant les mécanismes coloniaux »



Lors de notre université d'été, des militantEs de Survie ont animé l'atelier « *Françafrique, une question coloniale toujours d'actualité* » : ses aspects économique et militaire mais aussi culturel. Un aspect qui a été traité par **Inès Souchette**, avec qui nous avons voulu poursuivre la discussion dans nos colonnes.

Comment la France a-t-elle aussi colonisé par la langue ?

La colonisation comporte effectivement plusieurs aspects, il ne s'agit pas d'une simple implantation des troupes françaises dans un territoire étranger. Il est aussi question d'importer l'idée de la supériorité naturelle d'un peuple sur un autre. De cette manière, la langue est elle aussi devenue une arme colonisatrice. Lors du premier empire colonial, l'instruction des esclaves était au contraire proscrite. La langue française se voulait alors un moyen d'ostracisation, symbole de la supériorité intellectuelle des maîtres. C'est sous la III^e République, notamment sous l'impulsion du géographe Onésime Reclus, que le français est pensé comme une véritable arme coloniale. Inventeur de la « francophonie », il souhaite assimiler culturellement les peuples colonisés par la langue afin qu'ils puissent d'eux-mêmes désirer servir les objectifs de la France. L'école coloniale se veut alors un instrument de conquête des esprits. L'intention reste tout de même de présenter les peuples colonisés comme naturellement inférieurs au peuple français. C'est pourquoi un système de diglossie — la hiérarchisation entre les langues pratiquées dans un même territoire — est mis en place. Une élite intermédiaire, les « évolués », est créée : des autochtones maîtrisant suffisamment le français pour être assignés au rôle de commis.

La langue est elle aussi une arme colonisatrice

L'instruction, censée être un outil émancipateur, est transformée en instrument colonisateur particulièrement efficace, de par son caractère insidieux. S'y ajoute la pratique du français dans toutes les institutions, notamment en matière de justice, continuum de l'ostracisation des peuples colonisés.

En quoi le français continue-t-il, après les indépendances, de participer à la domination néo-coloniale ?

Bien que cela puisse paraître contre-intuitif, l'indépendance politique n'équivaut pas à l'expulsion stricte du pouvoir colonial anciennement en place. Encore aujourd'hui, la hiérarchisation impérialiste perdure dans certains endroits, entre autres en raison de la francophonie. Mon association Survie en parle très bien dans son article « À Madagascar, un extractivisme linguistique au service de l'IA francophone ». Malgré l'indépendance de l'île en 1960 et le fait que seulement 6% de la population maîtrisait réellement le français en 2014, la francophonie



Inès à l'UDT. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

reste un symbole de réussite professionnelle pour les locaux. Les postes à responsabilité nécessitent encore une bonne maîtrise du français, alors que le malagasy est la langue pratiquée au quotidien. Nous retrouvons la même situation avec le wolof à Dakar ou le lingala à Kinshasa. La langue du colon est toujours valorisée face aux langues autochtones, structurellement et socialement dévalorisées. Par exemple, Léopold Sédar Senghor défendait l'idée d'une Afrique unifiée linguistiquement grâce au français. Sauf que cette francophonie permet surtout à la France d'avoir une main-d'œuvre à faible coût. C'est le cas actuellement de la sous-traitance de la recherche française en IA à des Malgaches.

Encore aujourd'hui, la hiérarchisation impérialiste perdure dans certains endroits, entre autres en raison de la francophonie

Finalement, la diglossie est toujours présente. Malgré la suppression des structures légales la mettant en place, son essence perdure parmi les peuples colonisés.

Comment l'Afrique est-elle étudiée, représentée et racontée ?

Au-delà de la francophonie, plus largement, la culture est un ins-

trument perpétuant les mécanismes coloniaux. À plusieurs égards, elle permet de créer et de diffuser la vision impérialiste de la Françafrique.

Une représentation n'est en effet jamais neutre et les catégories mobilisées pour penser l'Afrique sont les héritières des études coloniales. C'est au moyen de ses explorateurs, administrateurs et ethnologues que la France a établi sa compréhension du continent. Or, cela contribue à justifier le récit colonial. Lorsqu'une architecture est jugée plus « archaïque » qu'une autre, l'idée que son peuple est moins évolué émerge. La hiérarchie des races est naturalisée. Un ensemble de chaînes de télévision implantées dans les anciennes colonies, les « empires médiatiques » français, forme une véritable propagande de proximité. En possédant les grands canaux de diffusion, ils participent à la circulation des représentations coloniales chez les AfricainEs. Comme l'idée d'une République française intrinsèquement émancipatrice, minimisant les violences anciennement subies. C'est ce qu'Olivier Le Cour Grandmaison appelle le « roman impérial-républicain ».

Les catégories mobilisées pour penser l'Afrique sont les héritières des études coloniales

En contexte (néo)colonial, la culture peut donc aussi servir à légitimer la domination. Par des représentations aux élans racistes et le contrôle des grands médias locaux, l'image d'une Afrique nécessitant une tutelle est véhiculée. À tort pourtant.

La réalisation de l'« autonomie culturelle » n'implique-t-elle pas de rompre avec l'ensemble des rapports de domination impérialiste ?

C'est une excellente question. Bien qu'il me semble difficile de dépasser la spéculation pour y répondre, je dirais qu'il est

nécessaire de commencer par réfléchir à ce qui est entendu par sa « réalisation ».

L'« autonomisation culturelle » des peuples colonisés doit passer par un rejet des structures héritières de la colonisation

L'autonomisation culturelle des anciennes colonies françaises renvoie au dépassement de la présence symbolique de l'hégémonie impérialiste. Cela passe par la langue, notamment en supprimant le système de diglossie dans les institutions et les pratiques, mais également par la valorisation de la culture locale. Phénomène par ailleurs déjà observable avec des événements comme le FESPACO, un très grand festival de cinéma à Ouagadougou. Il faudrait également détruire l'impérialisme français médiatique et scientifique. Le problème est que les anciennes colonies sont dépossédées d'une grande partie de leurs ressources culturelles, en raison des pillages et des réécritures historiques. Leur colonisation ayant duré plusieurs siècles, il me paraît impossible de reconstituer pleinement ce qui relève de la culture d'origine ou d'une interprétation scientifique française. L'affranchissement total du récit colonial est, par cette logique, difficilement imaginable. En revanche, la reconstruction — voire la construction — d'une production culturelle indépendante de l'impérialisme français est possible et en route. Parler de l'« ensemble des rapports de domination impérialiste » inclut l'effacement de l'histoire des peuples colonisés, qui est irréversible. En revanche, l'« autonomisation culturelle » de ces derniers doit effectivement passer par un rejet des structures héritières de la colonisation.

Propos recueillis par Jean Boucher



Atelier avec Survie à l'UDT. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org